

Économie canadienne

cussions de cette action du gouvernement, et déjà on sent qu'elle amène une détérioration du climat social. Déjà nous constatons qu'elle amènera une augmentation croissante du chômage. Déjà nous sommes en mesure de constater les visées justes de la motion de blâme que nous avons présentée contre le gouvernement. Et nous sommes contrairement aux propos que vient de tenir mon préopinant, d'autant mieux placés pour venir toucher du doigt ces lacunes que nous constatons dans l'administration gouvernementale, que nous avons prévues depuis nombre d'années et ce vers quoi nous conduisaient systématiquement les politiques économiques et financières du gouvernement. Que l'on vienne nous dire que l'on oublie de parler de ce qui a été fait. Il est entendu qu'il y a des actions qui ont été posées, des gestes et des décisions qui ont été pris, mais toutes ces actions, tous ces gestes et ces décisions n'ont pas atteint le but qu'il aurait fallu qu'ils atteignent. Et comme le suggérerait tout à l'heure mon honorable collègue de Bellechasse (M. Lambert), cela me fait penser à quelqu'un qui a à franchir tant de milles pour atteindre un but, il va à tel endroit, il a 300 milles à franchir pour se rendre à tel endroit. Et voilà que le gouvernement vient nous dire: nous avons 50 milles de faits, on est rendu là et on arrête là. C'est beau d'avoir fait 50 milles, mais ce qui compte ce sont les 300 milles qu'il y a à parcourir. Je pense d'ailleurs que dans la situation économique actuelle, qu'il y a une étape à franchir, et que si l'on arrive à 50 milles et que l'on décide de rester à cet endroit, l'on n'est pas bien avancés.

Alors, monsieur le président, nous sommes d'autant mieux placés pour blâmer le gouvernement que depuis des années nous avons signalé les lacunes qui existaient, nous avons prévenu de ce qui pourrait arriver, des catastrophes qui étaient prévisibles. Aujourd'hui, on est dedans. Monsieur le président, les remèdes ne réussiront jamais à corriger la situation d'une façon tangible, puisqu'on ne touche jamais à la base même d'où sont issus tous les problèmes que nous avons à affronter.

Monsieur le président, cela semble être une bien grande chose le fait d'avoir réglé la question de l'énergie, parce qu'on maintient au Canada les prix du pétrole à un niveau inférieur à celui du marché mondial. C'était justement ridicule qu'il n'en fût pas ainsi. Au fait, comment concevoir qu'un gouvernement considère normal que dans un pays qui, il y a quelques semaines, exportait un million de barils de pétrole par jour soit à la merci de pétrole étranger, tout en exportant lui-même du pétrole. C'était tellement stupide et ridicule que c'était tout à fait normal d'établir un prix unique dans tout le Canada. Pourquoi le gouvernement depuis des années n'a-t-il pas orienté sa politique énergétique pour faire en sorte qu'on distribue de l'ouest à l'est du Canada le pétrole canadien? Pourquoi n'a-t-il pas établi une politique dans ce sens-là? Pourquoi n'y a-t-il pas aujourd'hui ce fameux pipe-line qui amènerait le pétrole jusqu'à Montréal? Pourquoi? Est-ce que ce n'est pas de l'imprévoyance et de l'inconséquence de la part du gouvernement que d'entendre le député dire: C'est bien extraordinaire ce que le gouvernement a fait en établissant des prix à un niveau inférieur au prix mondial? Monsieur le président, nous avons au Canada ce qu'il faut dans le domaine du pétrole.

Dans le domaine de l'énergie, nous avons ce qu'il faut au pays pour satisfaire à tous les besoins. Nous n'avons même pas à recourir au pétrole étranger, mais ce à une condition, savoir que le gouvernement établisse auparavant une politique pour suppléer à cela. Lorsque nous blâmons le gouvernement de ne pas avoir été prévoyant, n'avons-nous pas raison? N'était-ce pas le rôle du gouvernement d'avoir

prévu que les pays producteurs de pétrole fermeraient un jour le robinet? Est-ce que le gouvernement n'est pas là pour prévoir ces choses-là? Est-ce qu'il n'est pas là par conséquent pour les prévenir et y remédier à l'avance? Je trouve qu'il est inadmissible que nous ayons subi cette crise-là. L'honorable député n'avait certainement pas à venir nous donner cela comme exemple, puisque c'était tout simplement ridicule et stupide que nous ayons été, nous, un pays comme le Canada, rempli abondamment d'énergie et entre autres de cette énergie du pétrole, et l'honorable député aurait raison, mais à ce moment-là, il faudrait qu'il fasse abstraction, comme je viens de le dire, du million de barils de pétrole que nous vendons chaque jour aux États-Unis. La semaine dernière, on a établi un quota: 700,000 par jour au lieu d'un million. Alors, monsieur le président, nous exportons du pétrole, ne venons donc pas nous parler de pénurie ou de difficultés...

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): J'invoque le Règlement, monsieur le président.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. L'honorable secrétaire parlementaire invoque le Règlement.

M. Blais: Monsieur le président, les renseignements que nous fournit le député sont complètement inexacts. Nous n'avons pas exporté un million de barils de pétrole depuis déjà deux ans. Nous exportons environ 550,000 barils.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. J'espère que les honorables députés feront leurs discours à leur tour, mais si on intervient, si on se contredit réciproquement, il est difficile pour un député de mettre de l'avant ses idées. Je crois que l'on ne doit pas se servir des rappels au Règlement pour essayer de contredire, mais plutôt attendre de choisir l'occasion qui se présentera pour faire son propre discours.

M. Matte: Monsieur le président, je regrette, il s'agit simplement d'une parenthèse que j'ouvrais avant de continuer mes remarques. Mais en fait pas plus tard que la semaine dernière, ou peut-être 15 jours, le gouvernement a décidé de limiter l'exportation à 700,000 au lieu d'un million. Aussi, il faudrait savoir ce qui se passe ici avant d'intervenir. Alors, monsieur le président, au sujet des mesures qui ont été prises et qu'on voudrait louer, les mesures concrètes du gouvernement, il n'y en a pas qui ont été prévues, bien que la chose ait été possible. Par contre nous sommes certains que tout cela aurait pu être évité, surtout en nous fondant sur un fait essentiel.

● (1750)

L'honorable député de Bellechasse a parlé de ce sujet et je ne voudrais pas tellement m'y attarder à mon tour, mais je crois qu'il a quand même soulevé des points essentiels qui étaient réels. Il est entendu que l'on disait il y a trois, quatre ou cinq ans que la situation économique qui s'annonçait de plus en plus désastreuse pouvait s'expliquer à cause de la situation mondiale même. Mais on nous a toujours répété ce refrain à l'effet qu'il fallait bien l'accepter puisque c'était un phénomène mondial. L'inflation était un phénomène mondial! Voilà la réponse que l'on donnait à tous ceux qui se posaient des questions au sujet du progrès économique de ce pays.

Monsieur le président, c'était une façon systématique, pour ne pas dire mensongère de cacher que c'était un manque de leadership qui empêchait le gouvernement de prendre ses responsabilités. On ne peut pas parler d'inflation comme phénomène mondial dans un pays comme le nôtre qui regorge de richesses naturelles de toutes sortes. Un pays capable de se suffire à lui-même. Un pays, par conséquent, doté d'une économie presque totalement indé-